

Intervention du 16 octobre 2014

Cet automne, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 entre en discussion à l'Assemblée. Ce débat parlementaire nous concerne tous, car chaque salarié participe au financement de la Sécurité sociale sur une partie de son salaire différé, j'ai bien dit salaire différé et non charges sociales quelles soient salariale ou patronale.

La sécurité sociale doit permettre à tous d'avoir des droits pour bien vivre, bien se soigner, bien travailler, bien vieillir. C'est cette solidarité qu'il faut défendre, et reconquérir. C'est ce qui la différencie des assurances privées et donc du chacun pour soi !

En France la protection sociale et son pilier fondamental la Sécurité Sociale ont permis des progrès sociaux considérables en espérance de vie, en qualité et en sécurité de vie. Les Français perçoivent à juste titre la Sécurité Sociale comme leur premier acquis social.

Or aujourd'hui, nous sommes à un tournant de l'histoire de notre système. En effet, les droits les plus élémentaires ne sont aujourd'hui plus accessibles à un grand nombre de nos concitoyens :

- un tiers de la population renonce à des soins,
- la moitié des jeunes pense qu'ils n'auront pas de retraites,
- 4,5 millions de personnes sont sans emploi et parmi elles seulement 2,8 millions perçoivent des indemnités chômage,
- 8 millions de salariés sont pauvres,
- 8,5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté,
- 3,6 millions de personnes sont non ou mal logées dont 600 000 enfants,
- 75% des personnes pauvres. Ont moins de 25 ans....

Face à ces situations et pour toutes ces raisons, la CGT entend mener une reconquête de la protection sociale pour transmettre aux générations futures une Sécurité sociale qui reste toujours une référence pour les salariés des pays qui ne la possèdent pas.

Partout dans le pays la CGT a appelé à se rassembler de manière la plus unitaire possible. Nous sommes donc au début d'une campagne importante que la CGT avec d'autres entend mener, car au de la de la simple protection sociale il s'agit bien de enjeu de société.

Cette revendication ne peut prospérer seule. Il faut comme l'ont fait les agents EDF aujourd'hui entrer dans la lutte pour se faire respecter, en particulier dans l'entreprise : les salariés en charge de mandat syndicaux et sociaux comme tous ne doivent pas subir le harcèlement de la hiérarchie.

La défense du service public est aussi au cœur des revendications car sans tambour ne trompettes le gouvernement continue son travail de démantèlement au travers de la loi sur la transition énergétique ce sont les barrages et surtout l'eau qu'ils contiennent qui sont privatisés.

Là comme à l'hôpital : les agents de la fontaine salée à Salées sont en grève avec le soutien de la population contre la suppression de 20 lits que rien ne justifie.

Quant au reste tous seront impactés par les 50 milliards d'économies programmés par cette majorité. Dont une partie non négligeable à la charge des collectivités territoriales. Cela aura un impact sur les emplois direct mais aussi sur toutes les entreprises qui travaillent directement ou indirectement pour les communes départements etc... ce qu'il convient d'appeler les collectivités territoriales ces dernières réalisent 70% des investissements publics.

Quand au sommet de l'état on découvre tous les jours de nouvelles affaires souvent peu reluisantes il est temps que la France d'en bas se fasse entendre sur de vraies solutions qui prennent en compte les revendications des salariés, les besoins du pays.

Ne nous laissons pas endormir par les sirènes de l'extrême droite, prenons nos affaires en main. La santé, l'eau, l'énergie ne doivent pas être livrées aux mains du marché faisons respecter notre propriété collective ; ce gouvernement est disqualifié il n'a aucun droit sur le bien commun.

Mes chers amis et camarades, au boulot : Notre avenir sera ce que nous bâtirons.